

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

Décembre 2019

LE FINANCEMENT BANCAIRE DE L'ÉCONOMIE EN 2018

Le dynamisme du financement bancaire accompagne la croissance économique

Synthèse

Indicateurs clés	2017 2018 Var. 18/17			France entière
	2017	2018	Var. 18/17	2018
Population Guadeloupe (hors îles du Nord, en milliers, au 1 ^{er} janvier)	394	391	-0,8%	67 milliards
Produit intérieur brut (en milliards €)	8,5	9,2	-	2 351
Taux de croissance du PIB en volume	3,4%	1,5%	-1,9 pt	1,7%
Indicateur du climat des affaires (au quatrième trimestre)	101,1	96,5	-4,5%	-
Taux d'inflation (évolution en moyenne annuelle)	0,8%	1,2%	+0,4 pt	1,8%
Crédits bancaires sains tous établissements confondus (en milliards €)	8,4	8,8	5,2%	2 517,0 ⁽¹⁾
Ménages	3,7	3,9	6,1%	1 250,2
Entreprises	3,3	3,5	5,3%	843,4
Collectivités locales/Administrations publiques	1,0	1,1	5,2%	179,9
Autres	0,4	0,3	-6,4%	243,6
Taux de créances douteuses	4,9%	4,3%	-0,6 pt	-
Actifs financiers (en milliards €)	7,7	7,9	3,2%	2 644,2 ⁽²⁾
Ménages	5,5	5,6	1,9%	1556,4
Entreprises	1,8	1,9	5,5%	997,9
Autres agents	0,4	0,4	10,6%	89,9

Sources: Insee, CEROM, IEDOM, Banque de France, ACPR.

(1) ensemble des établissements de crédits, crédits octroyés à la clientèle non financière correspondent aux encours de crédits figurant au bilan des banques non retraités des opérations de titrisation.

(2) établissements de crédits uniquement.

En 2018, la croissance économique de la Guadeloupe ralentit pour s'établir à +1,5 % après avoir atteint +3,4 % l'année précédente. L'investissement privé se consolide et l'investissement public redémarre après deux années de baisse. En parallèle, la consommation des ménages reste bien orientée favorisée par une faible inflation.

L'activité bancaire est quant à elle dynamique en 2018 et accompagne la croissance, dans un contexte de taux encore bas. L'octroi de crédits

et la collecte de dépôts s'inscrivent en hausse (respectivement +5,2 % et +3,2 %). Les ménages, les entreprises et les collectivités locales en bénéficient.

L'endettement bancaire global de l'économie guadeloupéenne représente 95,2 % du PIB local en 2018. Les sociétés non financières (SNF) bénéficient de 44,4 % de cet encours, les ménages en concentrent 39,8 % et les collectivités locales 12,0 %.

L'endettement des SNF représente 37,8 % du PIB guadeloupéen. À titre de comparaison, il s'établit à 72,5 % à l'échelle nationale¹. Cette différence s'explique principalement par deux facteurs :

- En plus du financement bancaire, les SNF françaises se financent également auprès des marchés financiers à hauteur de 40 % de leur endettement. Cette pratique est marginale en Guadeloupe.
- Le tissu d'entreprises guadeloupéennes est davantage composé d'entités de petite taille comparativement au niveau national : 4,2 % d'entre elles employaient plus de 10 salariés en 2015 contre 5,7 % pour la France entière et aucune grande entreprise (au sens de la LME) n'est présente sur le territoire guadeloupéen, contrairement à la situation à l'échelle nationale.

Le comportement des entreprises guadeloupéennes est effectivement proche de celui des PME métropolitaines en matière d'endettement. Leurs taux d'endettement² sont quasi identiques à environ 80 %.

L'endettement des ménages, intégralement composé de crédits bancaires, représente quant à lui 44,4 % du PIB guadeloupéen ou encore 57,1 % du revenu disponible brut (RDB) des ménages³ en 2018. À l'échelle nationale,

¹ <https://www.banque-france.fr/statistiques/credit/endettement-et-titres/taux-dendettement-des-agents-non-financiers-comparaisons-internationales>.

² Le taux d'endettement est défini comme le rapport entre l'endettement financier et les capitaux propres. Source : Fiben, Banque de France et IEDOM (données de 2017 pour la Guadeloupe et 2018 pour la France hexagonale).

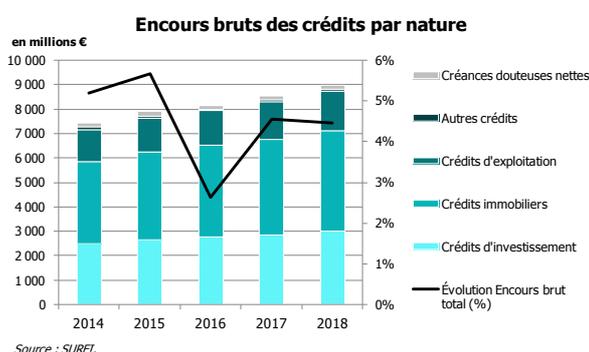
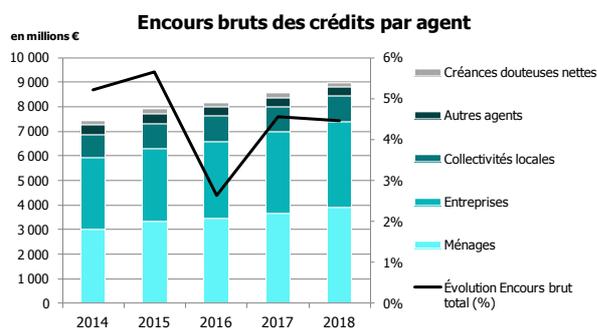
l'endettement des ménages représente 59,6 % du PIB et 95,3 % du RDB. L'écart de niveau de vie entre la Guadeloupe et la France entière, approché par les différences de PIB/hab. (respectivement 24 027 € et 35 151 € en 2018) et les inégalités de revenus plus marquées en Guadeloupe par rapport à la France entière (en 2011, les indices de Gini pour ces deux territoires s'élevaient respectivement à 0,42 et 0,29) sont les principaux facteurs explicatifs des différences enregistrées.

Une place bancaire dynamique et en mutation

Un financement bancaire dynamique

En 2018, le financement bancaire reste en croissance, l'encours de crédits sains progresse de 5,2 % et s'établit à 8,8 milliards d'euros à fin décembre.

Ces crédits financent principalement l'immobilier à hauteur de 46,9 % et l'investissement productif pour 34,0 % (crédits à l'équipement et crédits-bails). Ils financent dans une moindre mesure (18,2 %) le cycle d'exploitation des entreprises (créances commerciales, crédits de trésorerie, découverts et affacturage) et la consommation des ménages.



Les agents économiques du département se financent essentiellement auprès des établissements bancaires installés localement, à un coût globalement supérieur à celui observé au niveau national pour le même type de crédit. Cet écart s'explique par des coûts de structure et de fonctionnement (charges d'exploitation, coût du risque, refinancement, etc.) moins élevés pour les établissements de crédit exerçant en France hors DOM. D'autre part, compte tenu du tissu d'entreprises essentiellement de petites tailles, les crédits octroyés en Guadeloupe concernent majoritairement de faibles montants pour lesquels les taux sont plus élevés⁴. Enfin, pour des raisons de délégation de pouvoir en matière d'octroi de crédits, ceux présentant des montants importants peuvent être réalisés directement par les maisons-mères (installées en France hexagonale) des établissements de crédit de la place. Ils ne sont alors pas visibles dans les données SURFI de la Guadeloupe.

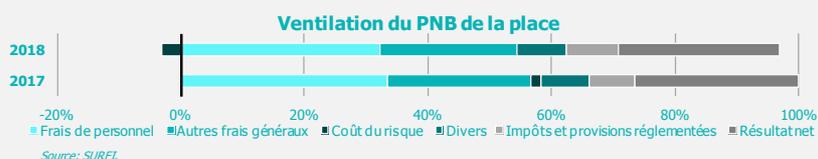
MUTATION DE LA PLACE BANCAIRE ET AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES ÉTABLISSEMENTS

À fin 2018, la place bancaire totalise 19 établissements de crédit et assimilés installés localement, parmi lesquels : 5 banques commerciales AFB, 5 banques mutualistes ou coopératives, 5 sociétés de financement, 3 établissements de crédit spécialisés et 1 établissement à statut particulier (la CDC). L'acquisition de la Banque des Antilles françaises par la Caisse d'épargne (CEPAC) en 2016 a conduit à un renforcement de la position du réseau mutualiste. Les banques mutualistes concentrent 52,6 % de l'activité de crédit et 64,6 % de celle de dépôt.

Les financements bancaires sont également essentiellement octroyés par des établissements de crédit et des sociétés financières installés localement (93,3 % des encours sains). La part des financements en provenance des établissements de crédit non installés localement est plus faible. Ces établissements interviennent pour la plupart depuis l'Hexagone.

Compte tenu de la hausse de l'activité de crédit et de dépôt, le total du bilan agrégé des 5 principales banques locales progresse de 5,0 % en 2018. De même, le produit net bancaire (PNB) dégagé par ces 5 établissements repart à la hausse (+2,4 % sur l'année), il atteint 272,1 millions €. Les intérêts nets perçus diminuent pour la troisième année consécutive (-3,1 %) tandis que les commissions nettes augmentent de 5,5 % sur l'année.

Le résultat brut d'exploitation (RBE) dégagé par les banques de l'échantillon s'inscrit en hausse de 18,0 % sur l'année, après +28,9 % en 2017, il atteint 106,2 millions €. Les réductions de frais personnels (-6,3 %) et de frais de services extérieurs (-3,6 %) contribuent principalement à cette progression. En effet, les établissements de crédit poursuivent leurs restructurations. La diminution continue des effectifs salariés depuis 2012 illustre ce phénomène.



³ Estimation de l'IEDOM.

⁴ <https://www.iedom.fr/guadeloupe/publications/publications-economiques-et-financieres/conjoncture-financiere/infos-financieres/infos-financieres-cout-du-credit/article/cout-du-credit-01-2019>.

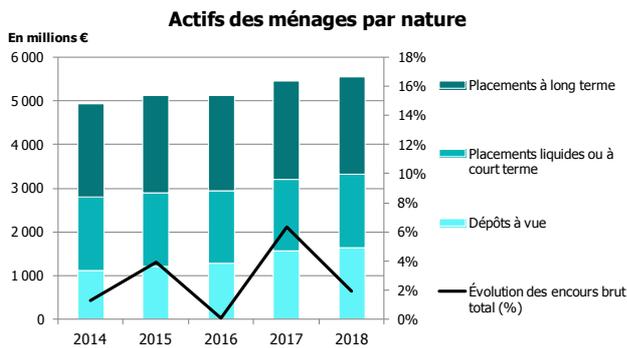
Le cout du risque est négatif sur l'année (-5,4 millions € après 22,8 millions € en 2017). Le résultat d'exploitation de l'échantillon s'inscrit ainsi en hausse de 66,0 %, grâce à la nette baisse des pertes nettes sur créances irrécupérables et à la diminution du provisionnement aussi bien sur les créances douteuses que pour les risques et charges. Le résultat net de ces établissements progresse fortement en 2018 : +76,7 %.

Ralentissement de la croissance des actifs

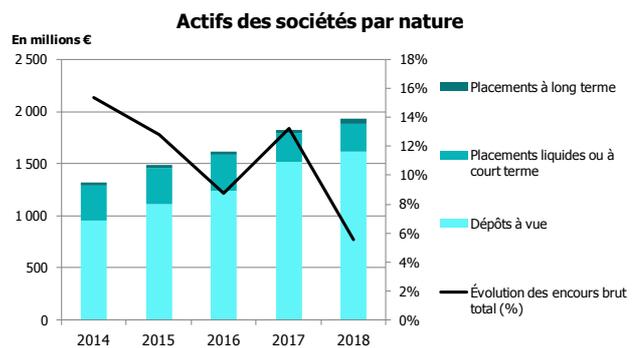
En parallèle, la croissance des actifs détenus par les agents économiques ralentit, à +3,2 % sur un an, soit une évolution moins marquée que la moyenne enregistrée entre 2014 et 2018 (+4,3 %). Les actifs collectés en 2018 s'élevaient ainsi à 7,9 milliards €.

Les **ménages** détiennent 5,6 milliards € de ces actifs, 70,4 % des avoirs totaux. Leurs placements augmentent de 1,9 % en 2018, après +6,3 % en 2017. Ce ralentissement est en lien avec l'augmentation plus modérée des dépôts à vue (+5,4 %, après +20,5 % un an plus tôt) et la diminution de l'épargne à long terme (-0,7 %, après +2,9 % en 2017).

Les avoirs des **entreprises** continuent de croître mais à un rythme moins soutenu (+5,5 %, après +13,2 % en 2017). Celles-ci détiennent 24,5 % des actifs financiers, soit 1,9 milliard €.



Source : SURFI.



Source : SURFI.

Les actifs des **autres agents économiques** (5,2 % des avoirs totaux) progressent à 403,4 millions € (+10,8 %, après -19,9 % en 2017).

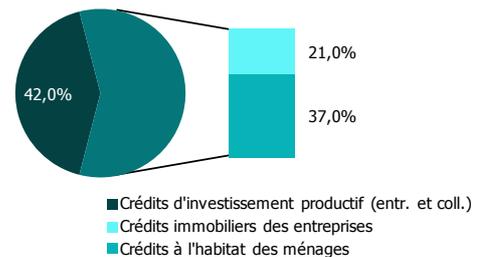
Les agents économiques guadeloupéens continuent de privilégier leurs dépôts à vue pour leur épargne, le cout d'opportunité par rapport à d'autres types de placement étant négligeable dans le contexte de taux bas.

Le financement de l'investissement

En Guadeloupe, l'investissement, au sens global du terme, comporte 58 % d'investissement immobilier et 42 % d'investissement productif (crédits à l'équipement et crédits-bails). À fin 2018, l'encours de crédits à l'investissement global s'élève à 7,1 milliards €. Il progresse de 5,0 % sur un an, porté à la fois par la hausse des crédits d'investissement immobilier (+4,6 % sur un an) et celle des crédits à l'équipement (+3,9 % sur l'année).

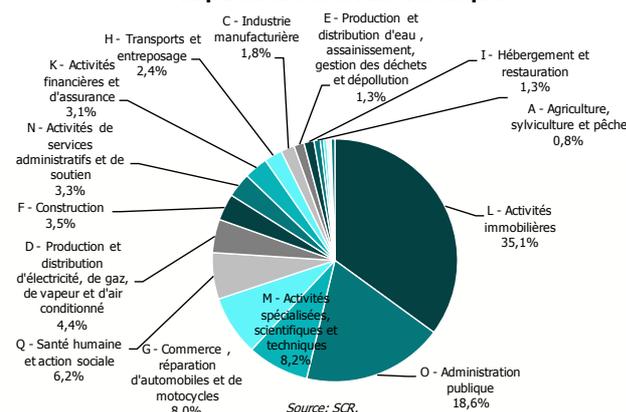
Les ménages, avec un encours de 2,6 milliards €, représentent 37,0 % des crédits d'investissement, entièrement consacrés à l'habitat. Les entreprises bénéficient de la part la plus importante des crédits d'investissement (45 %), soit un encours de 3,2 milliards € à fin 2018.

Répartition du financement de l'investissement en 2018



Sources : IEDOM.

Répartition sectorielle des risques



Source : SCR.

Les principaux secteurs bénéficiant de financements bancaires pour leurs investissements sont ceux de l'immobilier (cf. *infra*), des administrations (cf. *infra*) publiques, des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » ainsi que celui du « commerce, réparation d'automobiles et de motocycles ».

Avec 8,0 % de l'encours des risques en Guadeloupe, le secteur des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » bénéficie de 431,0 millions d'€ de crédits mobilisés à fin décembre 2018, soit un encours en hausse de 9,1 % sur un an.

Le secteur du « commerce, réparation d'automobiles et de motocycles » capte 8,0 % des risques, soit un encours de 421,3 millions € à fin décembre 2018, en légère hausse de 0,7 % sur un an.

Les secteurs de la « santé humaine et action sociale » et de la « production et distribution d'énergie » enregistrent les baisses les plus marquées (respectivement -6,5 % et -8,1 %).

DES MESURES SPECIFIQUES DE DEFISCALISATION DES INVESTISSEMENTS

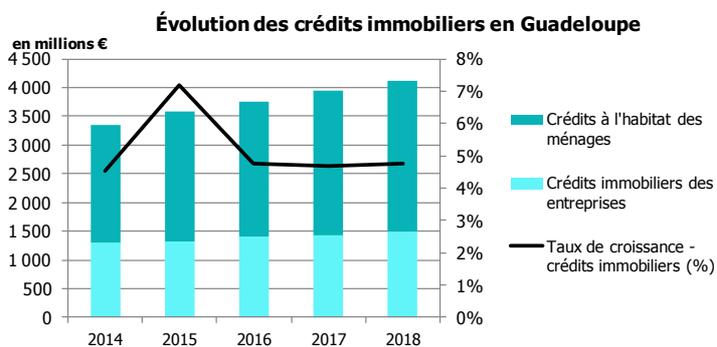
Afin de favoriser les investissements dans les départements et collectivités d'outre-mer, qu'il s'agisse d'investissements productifs dans certains secteurs ou d'investissements immobiliers, des dispositifs de défiscalisation spécifiques ont été successivement créés et amendés par les lois dites « Pons » en 1986, « Paul » en 2001, puis « Girardin » en 2003. En mai 2009, une modification législative du dispositif « Girardin » a été actée par la loi pour le développement économique de l'Outre-mer (LODEOM). Les lois « Duflot » (2013 et 2014) et « Pinel Outre mer » (2015) ont plus récemment été introduites. De manière générale, ces dispositifs consistent en la réduction d'impôt, sur le revenu concernant les personnes physiques (IRPP) ou les bénéficiaires pour les entreprises.

L'investissement immobilier maintient sa progression

En Guadeloupe, l'encours de crédits immobilier atteint 4,1 milliards € à fin 2018, en hausse de 4,6 % sur l'année. Favorisée par des taux historiquement bas, cette progression est portée par l'augmentation de l'encours des ménages et des entreprises.

À 2,6 milliards € à fin décembre 2018, l'encours de crédits à l'habitat des **ménages** poursuit sa progression (+4,8 %, après +6,5 % en 2017).

Pour rappel, le taux moyen des crédits à l'habitat octroyés aux particuliers en Guadeloupe diminue sur l'année (-11 points de base – pb) et s'inscrit à 2,48 %. Au niveau national et à l'échelle des DOM la tendance est similaire, les taux moyens se replient de respectivement 15 et 9 pb (soit respectivement 1,51 % et 1,86 %).

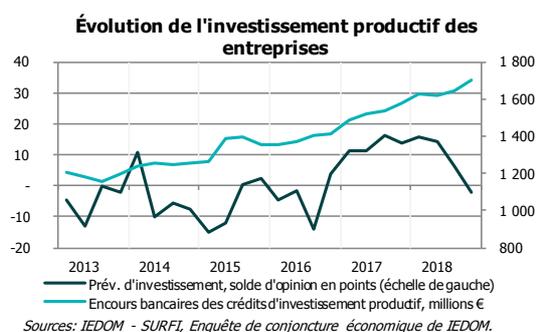


En parallèle, à 1,5 milliard € à fin décembre 2018, l'encours de crédits immobiliers aux **entreprises** augmente de 4,6 % sur un an. Cette hausse est favorisée par la diminution du taux moyen des crédits immobiliers octroyés aux sociétés non financières (SNF) en Guadeloupe (-32 pb sur l'année, à 1,68 %). Le taux national (1,58 %) reste inférieur aux taux pratiqués en Guadeloupe et dans les autres DOM.

L'investissement productif des entreprises accélère...

À fin décembre 2018, l'encours de crédits d'investissement productif octroyés aux **entreprises** en Guadeloupe s'élève à 1,7 milliard €, dont 1,4 milliard € de crédits à l'équipement et 0,3 milliard de crédits-bails.

Il s'inscrit en hausse de 8,2 % sur un an, porté par une progression des crédits à l'équipement de 6,3 % et une augmentation des crédits-bails de 20,4 %. Ces augmentations sont corroborées par la progression des prévisions d'investissement exprimées par les chefs d'entreprise du département, en particulier ceux du BTP, interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. La hausse des importations de biens d'investissement (+12,0 %) et de biens intermédiaires (+9,3 %) illustre également cette progression de l'encours.



Les crédits à l'équipement constituent 63,2 % de l'octroi de nouveaux crédits⁵ aux SNF en 2018 (24,8 % pour l'octroi aux EI⁶). Sur l'année, les taux moyens pour ce type de crédits diminuent à respectivement 1,79 % pour les SNF et 2,23 % pour les EI.

... et celui des collectivités locales se relève

L'encours de crédits d'investissement octroyés aux **collectivités locales** croît de 3,6 % en 2018 après avoir diminué de 4,5 % en 2017. Il s'établit à 1,0 milliard € et comprend quasi exclusivement (99,6 %) des crédits à l'équipement.

Des financements alternatifs pour les petites entreprises

Le tissu économique guadeloupéen se caractérise par une forte proportion de petites structures. Selon l'Insee, en 2015, 77,3 % des établissements de la région ne comptent aucun salarié et seuls 4,2 % en comptent plus de neuf. Sur l'année 2018, en Guadeloupe, plus d'une création d'entreprise sur deux est une entreprise individuelle (EI).

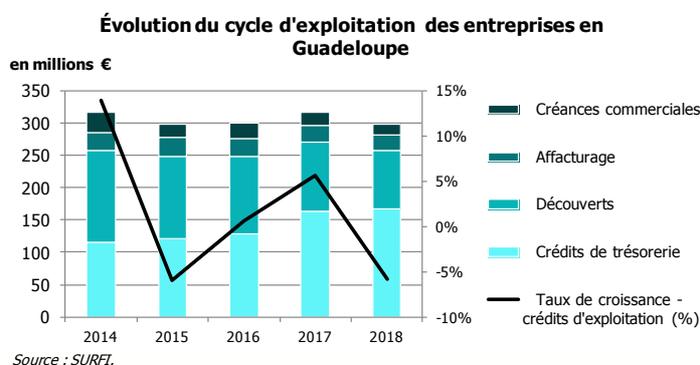
En 2018, l'octroi de nouveaux crédits d'investissement aux EI progresse fortement, respectivement +41,0 % pour les crédits à l'équipement et +42,6 % pour les autres crédits d'investissement. Par rapport à 2017, le taux moyen de ces crédits à l'équipement octroyés aux EI enregistre une baisse de 17 pb et s'établit à 2,23 % à fin 2018, soit un taux inférieur à la moyenne des DOM. Pour autant, leur accès au financement bancaire reste réduit, elles bénéficient de tout juste 2,6 % de l'encours de crédits à l'équipement attribué aux entreprises, soit 38,1 millions € au 31 décembre 2018 (+1,2 % sur un an, après +3,8 en 2017).

Selon une étude d'Inter-Entreprises⁷, pour leurs premiers financements, les EI ont principalement recours aux dons en direct provenant de la famille ou de connaissances, ou au financement participatif via des plateformes en ligne. Les subventions tiennent également une part importante dans leurs plans de financement, fragilisant d'autant les projets quand leur versement tarde, voire qu'ils ne sont pas obtenus. Intervient ensuite le financement auprès d'autres acteurs :

- En 2018, l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) a accompagné 727 Guadeloupéens dans leur projet de création ou de développement d'entreprise, soit une progression de 9,3 % sur un an⁸.
- Initiative Guadeloupe a accordé 150 financements sur l'année pour un total de 2,5 millions €. Ceux-ci ont permis de mobiliser 3,8 millions € de prêts bancaires, soit un total de 6,4 millions € injecté dans l'économie en Guadeloupe.
- Entreprendre Guadeloupe a accompagné 6 lauréats en 2018 pour un total de 150 000 € financés.
- BPIFRANCE Guadeloupe a mobilisé 410 M€⁹ pour 481 entreprises sur le territoire en 2018, dont 17 M€ en garanties et 0,7 M€ en prêts croissance essentiellement dédiés aux TPE.

Le financement de la trésorerie

Baisse des crédits d'exploitation des entreprises



À fin 2018, les **crédits d'exploitation** constituent 8,5 % de l'encours de crédits sain aux entreprises, une part moindre que celle des autres types de crédit. Constitués principalement de crédits de trésorerie et d'encours de découvert, ces crédits financent à court terme le cycle d'exploitation des entreprises.

Les crédits d'exploitation représentent ainsi un encours de 298,8 millions € en Guadeloupe au 31 décembre 2018, et affichent une baisse de 5,8 % par rapport à décembre 2017 (+5,7 % un an plus tôt).

⁵ Hors découverts.

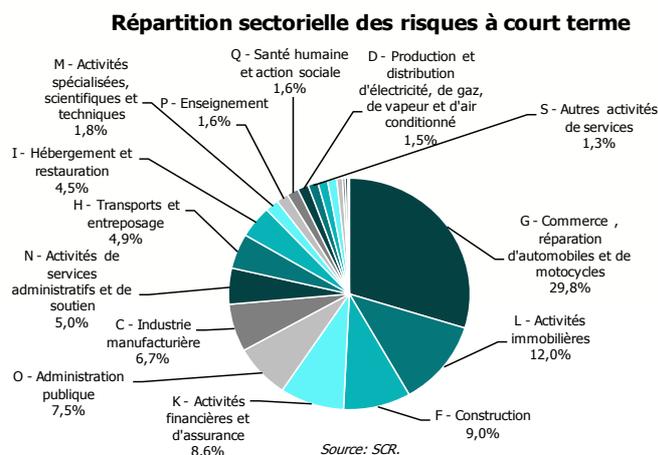
⁶ Entreprises individuelles.

⁷ Revue d'informations économiques sur la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane – www.interentreprises.fr.

⁸ Sur la zone Antilles-Guyane, 10 M€ ont été octroyés.

⁹ Bilan d'activité de Bpifrance en Guadeloupe en 2018.

Dans le détail, les crédits de trésorerie augmentent de 2,8 % sur l'année et s'élèvent à 167,3 millions €. À l'inverse, l'encours de découvert conserve une tendance baissière pour la troisième année consécutive : -16,0 % à 91,0 millions €.



Ces financements bancaires bénéficient principalement aux entreprises des secteurs du commerce, des activités immobilières et de la construction.

Les taux appliqués aux SNF de la place sur ces types de crédit affichent une baisse sensible en 2018, respectivement : -282 points de base (pb) soit 7,86 % en moyenne pour les découverts, -58 pb soit un taux moyen de 1,85 % pour l'escompte et -32 pb soit 2,74 % pour les crédits de trésorerie échéancée.

Les crédits d'exploitation des collectivités locales bondissent

À fin 2018, les **crédits d'exploitation** représentent 4,1 % de l'encours sain de crédits des collectivités locales. À 42,9 millions €, l'encours de crédits d'exploitation de ces derniers progresse de 52,0 % en 2018. Cette augmentation est portée par la forte hausse des comptes ordinaires débiteurs dont l'encours passe de 1,6 million € en 2017 à 18,6 millions € en 2018. L'affacturage s'inscrit également en nette progression sur l'année (à 1,5 million € en 2018 après 0,4 million € en 2017). À l'inverse, l'encours des crédits de trésorerie diminue de 13,1 % et s'établit à 22,7 millions € en fin d'année.

Autre signe illustrant les besoins importants en matière de financement de leur exploitation en 2018, les **actifs financiers** des collectivités publiques locales chutent en 2018 (-32,5 %, à 4,0 millions €). Dans le détail, les placements à long terme diminuent de 52,9 % (1,9 million € à fin 2018) alors que les dépôts à vue augmentent de 13,9 % (2,1 millions €).

DES DELAIS DE PAIEMENT QUI PESENT SUR LA TRESORERIE DES ENTREPRISES

Les retards de paiement des collectivités locales restent courants sur le territoire et ont un impact important sur la trésorerie des entreprises qui, à leur tour, peuvent être incitées à reporter le règlement de leurs factures. En Guadeloupe, comme dans les autres départements d'outre-mer (DOM), les délais de paiement sont ainsi plus élevés que dans l'Hexagone.

Pour les **entreprises**, entre 2007 et 2015, les délais de paiement client et fournisseur se sont nettement améliorés en Guadeloupe, mais demeurent largement au-dessus des limites légales. Toutefois, il convient de souligner le poids des contraintes et spécificités ultramarines (éloignement par rapport à l'Hexagone, qualité de la desserte maritime et aérienne, délais de paiement du secteur public local et hospitalier) sur les conditions de paiement. En 2017, les délais de paiement interentreprises s'inscrivent en hausse pour la troisième année consécutive. Ces délais sont supérieurs de plus d'une vingtaine de jours par rapport à la moyenne nationale : 67,7 jours de chiffres d'affaires contre 44 jours pour les délais clients et 75,2 jours d'achats contre 51 jours pour les délais fournisseurs.

Le délai global de paiement moyen de l'**État** dans les départements d'outre-mer s'améliore de 2 jours en 2018, pour s'établir à 21 jours, soit 5 jours de plus qu'au niveau national.

Le délai global de paiement du **secteur public local et hospitalier** en Guadeloupe s'établit quant à lui à 77,6 jours à fin 2018, soit plus du double du plafond réglementaire de 30 jours et s'éloigne significativement de la moyenne nationale (27,5 jours). Cette situation préoccupante pénalise la trésorerie des entreprises, mettant en difficulté les plus fragiles d'entre elles, et plus particulièrement dans le secteur de la construction, mais également dans celui des services aux entreprises et des transports.

Pour en savoir plus : <https://www.iedom.fr/iedom/publications/rapports-annuels/rapport-annuel-sur-les-delaix-de-paiement/article/rapport-annuel-delaix-de-paiement-2018>

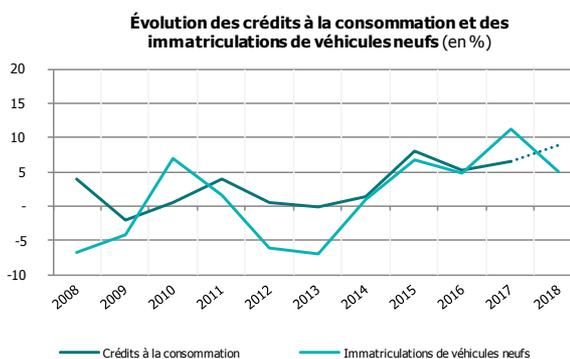
Le financement de la trésorerie des entreprises individuelles progresse

À 39,8 millions € au 31 décembre 2018, l'encours des crédits de trésorerie octroyé aux EI par les établissements bancaires de la place progresse de 9,9 % sur un an, après avoir diminué de 2,8 % en 2017. Il concentre 23,8 % de l'ensemble des crédits de trésorerie accordés aux entreprises guadeloupéennes. Le taux moyen appliqué pour ce type de crédit augmente de 94 pb en 2018, à 5,23 %, un taux qui s'inscrit au-dessus de celui des DOM (4,46 %).

Les crédits à la consommation des ménages sont en hausse

Dans un contexte de faible inflation, la consommation des ménages demeure un pilier de l'économie guadeloupéenne. En 2018, l'encours de crédits à la consommation des ménages progresse de 8,9 % après +6,6 % en 2017 et atteint 1,3 milliard €. L'évolution du nombre d'immatriculations de véhicules neufs corrobore cette progression, s'inscrivant en hausse depuis 2013. De même, les importations de bien de consommation durables (hors véhicules) et non durables progressent à fin 2018.

Les flux de nouveaux prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation progressent de 3,2 % sur l'année. Le taux moyen de ces prêts personnels octroyés aux particuliers augmente pourtant de 26 pb sur un an et s'inscrit à 4,61 % à fin 2018, soit un taux supérieur à ceux observés dans les DOM et en France hexagonale (respectivement 4,15 % et 3,69 %).



Sources: SURFI, Préfecture et SDES-RSVERO en 2018.

REMARQUES METHODOLOGIQUES

Le champ des établissements de crédit (EC) retenu pour cette analyse regroupe la production de statistiques des établissements de crédit installés localement (**ECIL**) et des établissements de crédit non installés localement (**ECNIL**). La notion d'ECIL correspond aux établissements de crédit et assimilés ayant un guichet dans le département et produisant un bilan retraçant l'activité locale. Les ECNIL intègrent ceux n'ayant pas de représentation locale effective, mais dont les encours de crédits en faveur d'entités juridiques ayant leur siège social en Guadeloupe sont significatifs. Par conséquent, cette liste n'est pas exhaustive.

Les statistiques relatives à la **situation financière des EC** reposent uniquement sur un échantillon d'établissements ayant un agrément de banque de plein exercice, pour lesquels les résultats sont fiables et représentatifs.

Les données **SURFI** regroupent l'ensemble des états comptables règlementaires adressés périodiquement par les établissements de crédit à l'Autorité du Contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Les données du Service central des risques (**SCR**) recensent les encours de crédits, d'un montant supérieur à 25 000 €, octroyé aux entreprises localisées en Guadeloupe par les établissements de crédit implantés sur le territoire français.

Les **taux moyens** des crédits présentés sont calculés à partir des résultats de l'enquête sur le coût du crédit réalisée auprès des EC et sociétés financières ayant une activité dans le département. Cette enquête se base sur les crédits nouveaux accordés au cours du premier mois de chaque trimestre aux sociétés non financières, aux entrepreneurs individuels ainsi qu'aux ménages.

Les concours bancaires à l'économie

en millions €, au 31 décembre						Structure	Variations	
	2014	2015	2016	2017	2018	2018	17/16	18/17
Entreprises								
Crédits d'exploitation	317	298	300	317	299	3,4%	5,7%	-5,8%
Créances commerciales	32	21	24	21	17	0,2%	-11,9%	-20,5%
Crédits de trésorerie	116	122	128	163	167	1,9%	27,0%	2,8%
dont entrepreneurs individuels	38	31	37	36	40	0,5%	-2,8%	9,9%
Comptes ordinaires débiteurs	143	127	121	108	91	1,0%	-10,2%	-16,0%
Affacturage	27	29	28	25	24	0,3%	-8,5%	-6,1%
Crédits d'investissement	1 259	1 357	1 412	1 576	1 706	19,4%	11,6%	8,2%
Crédits à l'équipement	1 045	1 150	1 195	1 360	1 446	16,4%	13,8%	6,3%
dont entrepreneurs individuels	42	40	36	38	38	0,4%	3,8%	1,2%
Crédit-bail	214	206	218	215	259	2,9%	-1,0%	20,4%
Crédits immobiliers	1 297	1 313	1 405	1 428	1 493	17,0%	1,7%	4,6%
Autres crédits	28	8	0	0	0	0,0%	9,9%	-8,0%
Encours sain	2 901	2 977	3 118	3 321	3 498	39,8%	6,5%	5,3%
Ménages								
Crédits à la consommation	964	1 041	1 095	1 167	1 271	14,4%	6,6%	8,9%
Crédits de trésorerie	893	976	1 036	1 120	1 212	13,8%	8,0%	8,3%
Comptes ordinaires débiteurs	49	48	45	40	42	0,5%	-11,4%	5,0%
Crédit-bail	22	17	14	8	17	0,2%	-44,6%	ns
Crédits à l'habitat	2 053	2 277	2 357	2 509	2 631	29,9%	6,5%	4,8%
Autres crédits	2	7	1	3	4	0,0%	118,5%	12,9%
Encours sain	3 018	3 326	3 453	3 679	3 905	44,4%	6,5%	6,1%
Collectivités locales								
Crédits d'exploitation	35	53	27	28	43	0,5%	5,8%	52,0%
Crédits de trésorerie	33	33	16	26	23	0,3%	68,6%	-13,1%
Comptes ordinaires débiteurs	1	20	11	2	19	0,2%	-84,9%	ns
Crédits d'investissement	887	942	1 015	969	1 007	11,4%	-4,5%	3,9%
Crédits à l'habitat	-	-	-	-	-	0,0%	ns	ns
Autres crédits	7	6	6	5	4	0,0%	-5,3%	-20,7%
Encours sain	929	1 001	1 047	1 002	1 054	12,0%	-4,2%	5,1%
Autres agents								
Encours sain	410	416	376	356	337	3,8%	-5,3%	-5,4%
Ensemble								
Crédits d'exploitation	352	351	327	346	342	3,9%	5,7%	-1,1%
Crédits à la consommation	964	1 041	1 095	1 167	1 271	14,4%	6,6%	8,9%
Crédits d'investissement	2 146	2 299	2 427	2 545	2 712	30,8%	4,8%	6,6%
Crédits à l'habitat	3 350	3 591	3 761	3 937	4 124	46,9%	4,7%	4,8%
Autres crédits	447	438	383	365	345	3,9%	-4,8%	-5,6%
Encours sain	7 258	7 720	7 994	8 359	8 793	100,0%	4,6%	5,2%
dont ECIL*	6 709	7 110	7 430	7 780	8 207	93,3%	4,7%	5,5%
Créances douteuses brutes	497	474	416	434	391	4,4%	4,2%	-10,0%
dont ECIL*	450	422	401	419	375	4,3%	4,5%	-10,5%
Provisions totales	315	279	251	239	210	2,4%	-4,8%	-12,0%
Créances douteuses nettes	182	195	165	195	181	2,1%	17,9%	-7,5%
dont ECIL*	135	142	150	180	165	1,9%	20,2%	-8,6%
Encours total	7 755	8 193	8 410	8 793	9 184	100,0%	4,6%	4,4%
Taux de créances douteuses	6,4%	5,8%	5,0%	4,9%	4,3%		0 pt	-0,6 pt
dont ECIL*	6,3%	5,6%	5,1%	5,1%	4,4%		0 pt	-0,7 pt
Taux de provisionnement	63,4%	59,0%	60,3%	55,0%	53,8%		-5,2 pts	-1,2 pts

* Établissements de crédits installés localement

Les actifs des agents économiques

en millions €, au 31 décembre						Variations	
	2014	2015	2016	2017	2018	17/16	18/17
Sociétés non financières	1 346	1 511	1 624	1 833	1 932	12,9%	5,4%
Dépôts à vue	956	1 114	1 242	1 519	1 619	22,3%	6,6%
Placements liquides ou à court terme	363	368	352	279	268	-20,7%	-3,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	7	25	34	30	34	-12,3%	15,2%
Placements indexés sur les taux de marché	356	343	318	249	234	-21,6%	-6,1%
dont comptes créditeurs à terme	242	250	207	189	179	-8,6%	-5,3%
dont OPCVM monétaires	84	65	101	56	51	-44,5%	-9,4%
dont certificats de dépôts	31	28	10	4	4	-58,5%	0,0%
Épargne à long terme	27	29	30	35	45	17,3%	28,1%
dont OPCVM non monétaires	12	13	13	20	18	46,5%	-9,1%
Ménages	4 936	5 129	5 131	5 461	5 562	6,4%	1,8%
Dépôts à vue	1 125	1 213	1 292	1 556	1 640	20,5%	5,4%
Placements liquides ou à court terme	1 673	1 672	1 657	1 654	1 692	-0,2%	2,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 552	1 557	1 562	1 588	1 636	1,7%	3,0%
dont livrets ordinaires	521	533	540	554	584	2,5%	5,4%
dont livrets A et bleu	674	663	661	672	686	1,6%	2,0%
dont livrets jeunes	14	14	14	14	13	-3,7%	-2,5%
dont livrets d'épargne populaire	37	36	35	34	33	-3,4%	-4,0%
dont livrets de développement durable	204	212	217	224	232	3,2%	3,6%
dont comptes d'épargne logement	102	98	93	91	88	-3,1%	-2,5%
Placements indexés sur les taux de marché	121	115	96	66	56	-30,9%	-15,2%
dont comptes créditeurs à terme	98	93	82	56	45	-31,9%	-19,5%
dont bons de caisse	0	0	0	0		-1,7%	ns
dont OPCVM monétaires	23	22	13	10	11	-25,0%	11,1%
Épargne à long terme	2 137	2 244	2 182	2 251	2 230	3,2%	-0,9%
Plan d'épargne logement	481	519	543	546	541	0,5%	-0,9%
Plan d'épargne populaire	61	58	53	49	46	-6,6%	-7,6%
Autres comptes d'épargne	5	6	7	8	8	18,9%	1,8%
Portefeuilles titres	159	154	143	138	111	-3,2%	-19,5%
OPCVM non monétaires	52	55	43	41	29	-5,2%	-29,3%
Contrats d'assurance-vie	1 379	1 451	1 393	1 468	1 495	5,4%	1,8%
Autres agents	395	353	449	364	403	-19,0%	10,9%
Dépôts à vue	222	212	318	250	296	-21,5%	18,3%
Placements liquides ou à court terme	143	118	110	90	88	-18,1%	-3,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	59	56	55	54	63	-1,3%	16,4%
Placements indexés sur les taux de marché	84	62	56	36	25	-34,6%	-32,0%
dont comptes à terme	57	46	43	24	18	-42,8%	-27,2%
Épargne à long terme	31	23	21	24	20	15,0%	-14,6%
Total actifs financiers	6 677	6 993	7 204	7 658	7 898	6,3%	3,1%
Dépôts à vue	2 303	2 539	2 852	3 324	3 554	16,6%	6,9%
Placements liquides ou à court terme	2 179	2 158	2 119	2 024	2 048	-4,5%	1,2%
dont comptes d'épargne à régime spécial	1 618	1 638	1 650	1 672	1 733	1,3%	3,6%
dont placements indexés sur les taux de marché	561	520	469	352	315	-25,0%	-10,5%
Épargne à long terme	2 195	2 295	2 233	2 310	2 296	3,5%	-0,6%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET

Rédaction : R.-M. JEAN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : décembre 2019 – Dépôt légal : décembre 2019 – ISSN 2679-0823